

ARCEP
A l'attention de M. Benoît LOUTREL
Directeur Général
7 Square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15

Rueil-Malmaison, le 24 septembre 2014

Objet : **Réponse à la consultation « accès opérationnel »**

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les éléments de réponse pour le groupe Covage :

Question 1 : Les contributeurs ont-ils des commentaires à formuler quant au contexte dans lequel s'inscrit la présente décision et aux objectifs poursuivis par l'Autorité ?

Covage partage les objectifs poursuivis par l'Autorité qui lui semblent idoines au contexte du développement du très haut débit en France.

Covage s'interroge sur l'articulation de ces futures recommandations avec les travaux du groupe interop' Fibre et notamment sur l'implémentation du calendrier des processus déjà prévus par le groupe interop' Fibre et le Comité d'orientation du Comité interop'. Il nous semble impératif de respecter ces délais de mis en œuvre.

Question 2 Souhaitez-vous formuler des remarques sur les obligations que l'Autorité entend imposer concernant les principes de mise à disposition de l'information ? Les cas où une notification est nécessaire vous paraissent-ils correctement définis ? Le principe de traçabilité de l'information vous paraît-il suffisamment explicite – en particulier, la tenue de l'historique des modifications nécessite-t-elle d'être décrite plus précisément ? La durée proposée de conservation de l'historique des modifications successives des informations mises à disposition vous semble-t-elle pertinente ?

Les informations sont aujourd'hui envoyées aux opérateurs commerciaux (ci-après OC) en mode push. La traçabilité et la notification telles qu'elles sont envisagées avec une mise à disposition en temps réel des changements d'informations sont difficiles à mettre en place. Cette recommandation implique à nos yeux :

- 1) Une refonte des protocoles d'échanges par voie de fichier
- 2) Un coût supplémentaire
- 3) Des délais de conception et de mise en place.

Il est également important que la typologie des informations à conserver soit explicitement indiquée par l'Autorité.

Le délai de conservation préconisé d'un an semble être adapté.

Question 3 Avez-vous des remarques sur l'obligation faite à l'opérateur d'immeuble de s'engager sur des niveaux de disponibilité technique des systèmes d'information qu'il exploite aux fins de permettre aux opérateurs commerciaux d'accéder au réseau (cf. partie 2.1.1) ?

Pas de remarque

Question 4 Le délai de prévenance associé à l'ouverture à la commercialisation d'une ligne rattachée à un PBO construit après la mise à disposition de leur PME de rattachement vous semble-t-il adapté (cf. parties 2.2.2 et 2.2.3) ? Plus généralement, avez-vous des remarques quant aux dispositions relatives aux délais de prévenance ?

Ce nouveau délai de prévenance ajoute de la complexité aux process et ouvre une brèche supplémentaire aux possibilités de non-respect du principe de non-discrimination en cas d'opérateurs intégrés, si ceux utilisent des modalités d'accès aux informations et de systèmes de commande d'accès distincts de ceux utilisés par les OC. Ce nouveau délai semble être discriminant par rapport au déploiement d'un réseau câblé.

Question 5 Avez-vous des remarques concernant les indicateurs de performance sur le traitement des commandes d'accès que l'Autorité souhaite récupérer auprès des opérateurs d'immeuble ? Avez-vous des remarques concernant le seuil (en nombre de clients finals potentiels) en-deçà duquel les indicateurs ne seraient pas exigés, et concernant le délai pendant lequel les données brutes devraient être conservées par l'opérateur d'immeuble ?

Il est nécessaire de laisser des délais raisonnables de mise en place.

Question 6 Avez-vous des commentaires concernant les obligations que l'Autorité entend imposer en ce qui concerne les rejets de commande – caractère non discriminatoire, objectif et transparent des pratiques de rejets de commande en particulier (cf. partie 2.2.4) ?

Une précision sur les données brutes et suffisantes doit être faite ainsi que sur leur durée de conservation.

Question 7 Les précisions que l'Autorité souhaite apporter sur le contenu des offres d'accès publiques appellent-elles des remarques de votre part (cf. partie 2.3) ?

Pas de remarque

Question 8 Avez-vous des commentaires concernant les remarques de l'Autorité relatives au rétablissement à la suite d'incidents sur les lignes actives (cf. partie 2.3.4) ?

Pas de remarque

Question 9 Avez-vous des remarques concernant les précisions apportées par l'Autorité sur le processus de consultation préalable aux déploiements prévu par la décision n° 2010-1312 ? Le délai minimal de 45 jours calendaires proposé vous semble-t-il approprié ? A quelle maille estimez-vous nécessaire la fourniture de données relatives au nombre prévisionnel de logements ou locaux à usage professionnel raccordables année par année ?

Nous n'avons pas de remarques concernant les précisions apportées par l'Autorité sur le processus de consultation préalable aux déploiements prévu par la décision n° 2010-1312.

Le délai minimal de 45 jours calendaires proposé nous semble correct.

Nous estimons nécessaire la fourniture de données relatives au nombre prévisionnel de logements ou locaux à usage professionnel raccordables année par année à la maille du PM.

Question 10 Les opérateurs estiment-ils que les informations relatives aux longueurs de lignes fournies au stade des consultations préalables puis lors de la mise à disposition des informations relatives aux éléments du réseau mutualisé sont suffisantes ? Serait-il notamment plus utile que des informations d'affaiblissement optique soient fournies ? Si oui, à quel stade ?

Nous avons les longueurs de ligne pour la distance entre le PM et le PBO, et le PTO qui n'est pas à plus de 100m. Nos règles d'ingénierie positionnent les PBO à moins de 100 m des PTO et garantissent que la ligne a un affaiblissement inférieur à 3 dB. Nous savons donner les mesures d'affaiblissement entre le PM et le PBO sous 2 semaines à compter de l'ouverture du PBO.

Question 11 L'obligation de notification hebdomadaire de l'ensemble des mises à jour réalisées depuis la dernière mise à disposition des informations à la maille de l'immeuble vous paraît-elle adaptée ?

Il est important de préciser le format de ces mises à jour.

Question 12 La recommandation de notification hebdomadaire de l'ensemble des mises à jour réalisées depuis la dernière mise à disposition des informations relatives aux éléments du réseau mutualisé vous paraît-elle adaptée ?

Il est important de préciser le format de ces mises à jour.

Question 13 L'ensemble des processus de mise à disposition des informations décrits précédemment répondent-ils selon vous aux objectifs poursuivis par l'Autorité ?

Oui tout à fait

Question 14 Avez-vous des remarques concernant les informations spécifiques aux cas d'opérateurs bénéficiant d'une fibre dédiée en zones très denses ? Les informations demandées vous paraissent-elles adaptées et suffisantes ?

Non applicable

Question 15 Avez-vous des remarques concernant les principes de responsabilité rappelés dans la partie 4, notamment en ce qui concerne la maintenance ?

Pas de remarque

Question 16 Les informations que l'Autorité souhaite voir figurer dans l'outil d'aide au passage de commande vous paraissent-elles pertinentes ?

Oui

Question 17 Avez-vous des remarques concernant la prestation d'identification de ligne dans le cas de passage de commandes sur lignes existantes (cf. partie 4.3.3) ?

Il est impératif de laisser un délai raisonnable à l'opérateur d'immeuble (ci-après OI) pour mettre en place ce nouveau système pour les lignes existantes.

Par ailleurs, en cas de mode STOC, le défaut ou le manque de renseignement risque d'être identifié très tardivement par l'OC lors d'un changement d'OC par le client final (Churn), et peut-être même une fois que son contrat de sous-traitance à l'OC sera résilié ou expiré.

Question 18 Avez-vous des remarques concernant les délais envisagés pour la mise en œuvre de la présente décision?

Le délai de 4 mois à compter de la publication de la décision ne paraît pas adéquat car il ne correspond pas à ce qui a été discuté et arrêté par les opérateurs dans le cadre du groupe interop' Fibre. Il doit être de douze mois à minima.

Par ailleurs, les modifications contractuelles peuvent être très longues à mettre en place selon les termes des contrats déjà passés. De surcroît, il existe des contraintes particulières au RIP qui à la différence d'un opérateur privé doit non seulement recueillir l'accord de ses organes dirigeants pour réaliser ses modifications mais également obtenir l'accord de son délégant. Cet accord peut être long à obtenir en raison du calendrier des collectivités territoriales. Ces modifications doivent prendre la forme d'un avenant à la convention de délégation de service public.

Pour le délai de 12 mois, il en va de même et il doit coïncider avec les délais prévus par le groupe interop' Fibre.

Par ailleurs, ces délais ne peuvent porter que sur les nouvelles lignes. Il faut prévoir un délai raisonnable et plus long pour mettre à jour les systèmes existants sur les lignes déjà construites.

Covage fait remarquer qu'à l'article 6 du projet de décision, il n'est pas précisé le T0 des trois mois.

Question 19 L'Autorité envisage à ce stade d'établir la liste des territoires compris dans la zone de couverture d'un opérateur d'immeuble à la maille du département. Avez-vous des remarques sur ce point ?

Pas de remarque

Question 20 Avez-vous des remarques concernant la liste des opérateurs d'immeuble qu'entend instaurer l'Autorité ?

Covage est favorable à l'établissement de cette liste.

Question 22 Avez-vous des remarques concernant les informations mises à disposition dans le cadre du processus de mise à disposition des informations à la maille de l'immeuble ?

La remarque porte sur le fait que cette nouvelle obligation ne peut porter que sur les lignes nouvelles et non sur les lignes existantes. Cela implique de nouveaux investissements et du temps pour les OI.



Question 23 Avez-vous des remarques concernant les informations relatives aux éléments du réseau mutualisé ?
En particulier, concernant les longueurs de ligne, les informations demandées vous paraissent-elles pertinentes ?

Pas de remarque.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Valérie ALVAREZ
Directrice Juridique